

FAITS SAILLANTS

- La visite du Secrétaire-général des Nations Unies vient réaffirmer le soutien des Nations Unies à la lutte pour l'éradication de l'épidémie de choléra en Haïti
- 600 enfants atteints de malnutrition dans le Sud et à Port-au-Prince pris en charge dans le cadre d'un projet d'AVSI, une organisation non-gouvernementale
- Plus de 21 000 personnes vivant dans 39 camps sont menacées d'expulsions forcées, selon l'OIM
- La compréhension du risque au cœur d'un forum organisé par le Gouvernement d'Haïti et la Banque Mondiale réunissant des experts nationaux et internationaux.

CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps
Source: DTM, Juin 2014

103 565

Nb. cumulatif de cas suspects de choléra
(Janv. à 28 Juin 2014)
Source: MSPP

6 406

Nb. de décès dus au choléra en 2014
(Janv. à 28 Juin)
Source: MSPP

45

FINANCEMENTS

Financement humanitaire

Projets HAP 2014 : 66 millions USD
(soit 39% du total requis)

Projets hors HAP: 66 millions USD

(13 août 2014)
Source: FTS



Au sommaire

- Epidémie de choléra P.1
- Sécurité alimentaire et nutrition P.3
- Camps et protection P.4
- Préparation et réponse aux urgences P.5

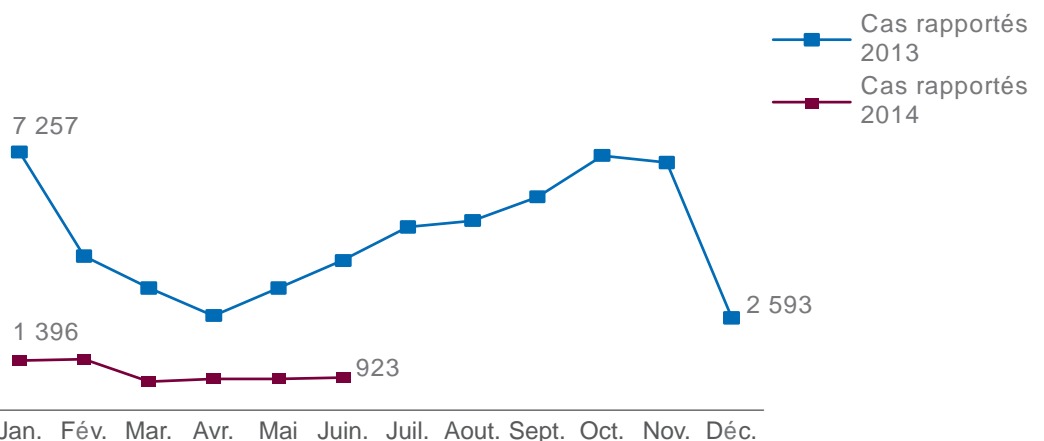
Choléra : une amélioration constante sur fond de renforcement de l'appui de l'ONU

Malgré la persistance des risques, la situation s'est considérablement améliorée

Alors que le premier semestre de l'année 2014 s'achève, plusieurs indicateurs positifs sont à mettre en lumière. Selon les données officielles (MSPP et OPS/OMS), le nombre de cas suspects de choléra a diminué de 82% entre janvier et juillet 2014 par rapport à la même période en 2013.

Selon l'expert de l'Université de Marseille, le professeur Pierre Gazin, «c'est essentiellement l'évolution des connaissances et des comportements d'une grande partie de la population qui a pu contribuer à cette tendance grâce, entre autres, aux multiples actions de prévention mises en place depuis juin 2013 mais aussi grâce à une meilleure coordination entre les acteurs institutionnels et humanitaires dans les différents départements touchés. » D'autres facteurs, plus complexes, telles que l'immunité acquise par une partie de la population, ont pu contribuer à cette évolution.

Cas de choléra rapportés par mois (2013 à juin 2014)



Les situations sont cependant très diverses vu que certaines localités connaissent des flambées régulières de l'épidémie, surtout dans les départements du Nord, de l'Artibonite et de l'Ouest. Les foyers de choléra tendent en effet à persister dans plusieurs sections communales, généralement dans des zones rurales peu accessibles. Mais globalement, dans le reste du pays, un seul foyer urbain persiste, la ville de Gonaïves, avec une trentaine de cas par semaine. Il n'y a en outre plus de foyer dans la péninsule Sud depuis le début du mois de juillet 2014. Les réponses immédiates aux flambées (désinfection,

chloration, information, distribution de matériel) se sont avérées efficaces sur le court terme.

Malgré ces améliorations, les réponses d'urgence restent nécessaires. La vérification des cas ainsi que les actions visant à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement demeurent aussi des priorités.

Ban Ki-Moon réitère l'engagement des Nations Unies pour éliminer le choléra en Haïti

Au cours de sa visite les 14 et 15 juillet derniers, le Secrétaire-général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est entretenu avec les autorités nationales, la population haïtienne et le personnel des Nations Unies sur les avancées dans la lutte contre l'épidémie de choléra.



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon prenant la parole à l'occasion du lancement de la campagne nationale de l'assainissement le 14 juillet dernier à Los Palmas, Hinche, département du Centre. Crédit photo : Minustah insisté.

Durant son passage dans le pays, Ban Ki-moon s'est rendu au village de Los Palmas dans le Plateau central, un département frappé par l'épidémie, afin de rencontrer les familles affectées. Il s'est dit déterminé à travailler avec le gouvernement d'Haïti pour accroître les efforts d'éradication et l'aide aux familles affectées. « Aujourd'hui nous sommes sur la trajectoire du succès dans le combat contre l'épidémie, mais nous devons continuer à intensifier nos efforts pour éliminer durablement la maladie dans le pays », a-t-il

Conjointement avec S.E le Premier Ministre d'Haïti, le Secrétaire-général a lancé un programme d'assainissement national pour Haïti.



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon visite des familles victimes de l'épidémie de choléra à Las Palmas, le 14 juillet. Crédit photo : Minustah

Ce programme vise à atteindre 3 millions de personnes dans les zones rurales à travers le pays, sur les cinq prochaines années. Il a aussi profité pour annoncer la seconde phase d'une campagne de vaccination ciblant 200 000 personnes dans les zones à risques, tout en lançant un appel aux donateurs dans le but de récolter les fonds nécessaires pour les investissements dans le système d'alerte, la réponse rapide, et l'accès à l'eau et l'assainissement.

L'organisation non-gouvernementale Avsi améliore la prise en charge de la malnutrition chez les enfants

Ce programme a également le mérite de sensibiliser et former les parents des enfants malnutris sur les bonnes pratiques d'alimentation des enfants

600 enfants atteints de malnutrition aigüe sévère sont pris en charge dans le Sud et à Port-au-Prince

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, OCHA, à travers le fonds de réponse aux urgences (ERRF), a financé à hauteur 150 000 dollars un projet visant à prévenir la malnutrition aiguë et chronique, particulièrement chez les enfants et les mères, dans différentes localités enclavées du département du Sud et certains quartiers défavorisés de Port-au-Prince.



L'infirmière Emile Rose Clerdice prenant le poids d'un enfant afin d'évaluer l'évolution de sa situation nutritionnelle. Crédit Photo: OCHA

Le programme vise à contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité liées à la malnutrition globale infantile dans les régions citées. Plus précisément, il met en place un système de surveillance nutritionnelle continue à base communautaire dans les endroits ciblés et sensibilise les mères sur les bonnes pratiques d'ANJE (Alimentation du nourrisson et du jeune enfant).

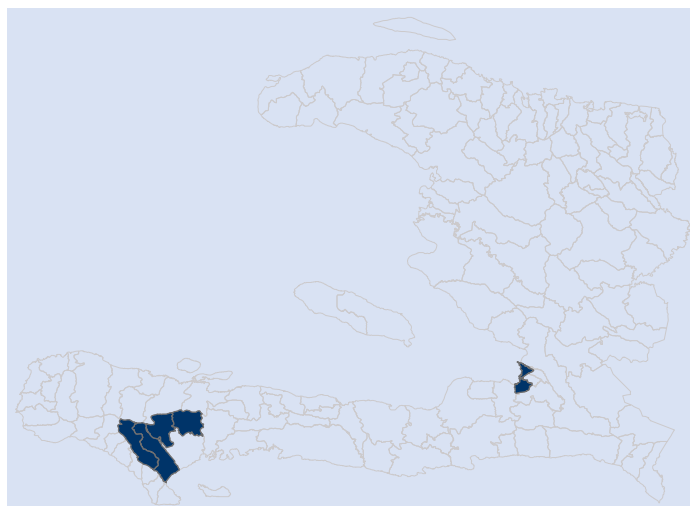
Marta Tremolada, chargée de projet à AVSI, explique « qu'il s'agit d'une continuité d'un projet de nutrition financé par Unicef durant la période 2011-2013 et dénommé « projet de prévention et prise en charge de la malnutrition avec un approche éducative et communautaire ».

Ce projet, qui prendra fin le 30 novembre 2014, est actuellement mis en œuvre dans quatre communes des départements du Sud (Torbeck Chantal, Maniche et camp Périn) et les communes de Cité soleil et Martissant à Port-au-Prince. « Nous avons choisi ces communes en raison de leur vulnérabilité et de l'état nutritionnel grave des enfants qui y vivent », précise Marta.

Les communes ciblées du Sud comptabilisent une population d'environ 170,000 personnes, dont près de 14,000 femmes enceintes et allaitantes et 24,000 enfants de 0 à 5 ans. Selon les données recueillies par AVSI en février 2014, grâce à un dépistage communautaire réalisé dans les communautés ciblées, le taux de malnutrition aigüe global est de 5,6 pour cent.

Environ 400 000 personnes, dont 32 000 femmes enceintes allaitantes et 56 000 enfants de 0 à 5 ans vivent à Cité Soleil et Martissant. Ces deux communes sont menacées par la malnutrition en raison de l'insécurité et du manque de services.

Au total 600 enfants atteints de malnutrition aigüe sévère, dont 200 dans le Sud et 400 à Port-au-Prince, seront pris en charge dans le cadre de ce programme.



Quant à la prévention de la malnutrition globale des enfants de moins de 5 ans à Port-au-Prince et dans le Sud, environ 20 000 enfants seront bénéficiaires des mesures de prévention suivantes : déparasitage, distribution de supplément en vitamines A, de micronutriment et de sel de réhydratation.

Sensibilisation et formation des parents

Emile Rose Clerdice, l'infirmière formatrice en charge de la sensibilisation des parents, estime qu'à Durcis, une localité à Torbeck (Sud), le faible niveau de connaissances des mères en pratiques alimentaires constitue l'un des facteurs expliquant la malnutrition des enfants.



AVSI réalise des visites domiciliaires chez les parents des enfants admis dans le programme. Crédit Photo : OCHA

« A Durcis, les parents ont du mal à équilibrer les repas des enfants », regrette-t-elle. Ainsi, ce programme vise à sensibiliser et former les mères sur les bonnes pratiques d'alimentation des enfants. 10 000 ménages dans le Sud sont sensibilisés à travers des activités de formation et des séances pratiques.

« Ils apprennent à combiner les 3 groupes d'aliments nécessaires pour le repas de l'enfant » ajoute Madame Clerdice, qui pratique aussi le test de l'appétit, de la

prise du poids et la consultation globale des enfants malnutris.

Les expulsions forcées demeurent une préoccupation humanitaire

Les menaces affectent encore plus de 21 000 personnes

Selon les derniers chiffres du cluster CCCM/abris d'urgence¹, 39 camps sont menacés d'éviction au 31 juillet 2014, sur 172 camps restants selon la DTM de juin 2014. Entre la fin juin et la fin juillet 2014, six camps menacés d'éviction ont pu bénéficier d'une aide au retour et ont donc pu être fermés.

La mise en œuvre des évictions forcées contre les personnes déplacées a ralenti au cours des trois derniers mois en raison, notamment, de la mise en place des programmes de subvention et grâce aux médiations entre les acteurs humanitaires et les propriétaires de terrain occupés par les déplacés.

Sur 39 des camps menacés d'évictions, 29 sont ciblés pour des projets de subvention au loyer, 1 camp pourrait faire l'objet d'un programme de relocalisation et 9 camps resteraient pour le moment sans appui pour la relocalisation, ce qui représente plus de 21 000 personnes sur les 104 000 personnes vivant encore dans des camps au mois de juin 2014.

La communauté humanitaire est préoccupée par la situation de ces 9 camps et s'engage à poursuivre le plaidoyer pour davantage de financement en vue de leur trouver des solutions de logement.

Il est estimé que sur les 104 000 personnes vivant aujourd'hui dans les camps, près de 70 000 pourraient y demeurer à la fin de l'année 2014.

La médiation et le plaidoyer sont les stratégies les plus utilisées pour assurer une solution de logement digne au profit des personnes déplacées menacées d'éviction

¹ Factsheet du cluster CCCM/abris, juillet 2014

Mieux se préparer pour mieux agir

Mieux se préparer pour mieux agir

Le gouvernement haïtien et la Banque mondiale ont organisé un forum sur la compréhension du risque en Haïti

La Direction de la protection civile du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, de concert avec la Banque Mondiale et ses partenaires, a organisé un forum autour du thème « Comprendre le risque en Haïti : innover pour prévenir », du 14 au 18 juillet dernier au Karibe Convention Center.

Des experts haïtiens et internationaux ont présenté les innovations technologiques et les meilleures pratiques dans le domaine. Plusieurs thèmes ont été débattus durant ce forum, notamment la valorisation de la participation de la société civile et des communautés dans l'identification et la cartographie du risque ; une sociologie de la perception du risque en Haïti ; et le cadre institutionnel pour la gestion du risque.

En dépit des avancées relatives à la gestion des risques en Haïti, plusieurs intervenants ont mis l'accent sur les lacunes du Système national de gestion des risques et désastres (SNGRD), notamment l'absence d'un cadre légal et juridique adéquat. Il a été fait mention que toute politique efficace de gestion des risques doit se baser sur des structures institutionnelles et un cadre normatif adaptés.

Understanding Risk (UR) est une communauté mondiale d'experts et de praticiens dans le domaine de l'évaluation des risques et des catastrophes. Les membres de ce réseau partagent des connaissances et des expériences, collaborent et discutent de l'innovation et des meilleures pratiques dans l'évaluation et la communication des risques. Aujourd'hui, le groupe compte plus de 2 900 membres avec plus de 100 pays représentés.

En bref

La communauté humanitaire rencontre les médias

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de concert avec le Bureau de la coordination humanitaire (OCHA), a organisé un Café presse le 18 juillet 2014 en vue de discuter des problématiques et enjeux liés aux conditions des déplacés des camps, plus de quatre ans après le tremblement de terre.

Au cours de cette activité, l'équipe de l'OIM a insisté sur le processus d'enregistrement, l'importance de la Matrice du suivi des déplacements (DTM) et les problèmes liés au financement des actions de relocalisation. Répondant aux questions, l'OIM a fait savoir que si les conditions sont réunies, elle devrait atteindre les objectifs de fermeture des camps d'ici 2015, et cela devrait coûter environ 15 à 20 millions de dollars.

A noter que le Café presse a été initié pour créer un espace ouvert et convivial de discussion avec les médias afin de mettre en avant certaines préoccupations sur des sujets bien particuliers.

La jeunesse au cœur de la célébration de la journée mondiale de la population

Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la population le 14 juillet 2014, un atelier d'information, de sensibilisation et de plaidoyer a été organisé à l'initiative du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Cette activité a été réalisée en partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP), celui de la Jeunesse, des sports et de l'action civique (MJSAC) et le Réseau des parlementaires haïtiens pour la population et le développement (REPAHPDE).

Au cours de cette activité, le Ministre du MENFP a fait état de réflexions en cours au niveau de son Ministère sur la façon de réorganiser les apprentissages et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. D'un autre côté, le Représentant de l'UNFPA a

mentionné plusieurs arguments plaidant pour l'investissement en faveur du bien-être économique et social des jeunes et également rappelé que les programmes destinés aux jeunes peuvent avoir différents effets bénéfiques sur la réduction de la pauvreté.

Les échanges et les présentations ont porté sur la situation des jeunes dans le monde, la situation économique et sociodémographique des adolescents et des jeunes en Haïti, la stratégie nationale à l'égard des jeunes, ainsi que l'engagement et la contribution de l'UNFPA pour assurer des résultats de haute qualité au profit des jeunes.

A noter que les jeunes au niveau mondial de 1.8 milliards de personnes âgées de 10 à 24 ans, soit un quart de la population mondiale. Ce panorama reflète celui d'Haïti dont le poids des 10-24 ans dans la population totale est de 20.3%.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Widlyn Dornevil, chargé de l'information publique, dornevil@un.org, (509) 3702 5182

Guillaume Schneider, reporting officer, schneiterg@un.org, (509) 3702 5758

Rachelle Elien, chargée de l'information publique, elien@un.org, (509) 3702 5177

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int